

Programme pluriannuel de gestion du bassin du Noireau
CONVENTION POUR LA REALISATION DE TRAVAUX DE RESTAURATION DE COURS D'EAU

- ☐ *Exemplaire du propriétaire*
- ☐ *Exemplaire de l'exploitant*
- ☐ *Exemplaire du propriétaire/exploitant*
- ☐ *Exemplaire du maître d'ouvrage*

Entre :

Le maître d'ouvrage

La collectivité Flers Agglo, maître d'ouvrage de l'opération, représenté par son Président, Monsieur Yves GOASDOUE

Ci-après dénommé, « **le maître d 'ouvrage**»

ET

L'exploitant et/ou le propriétaire,

- Madame LECORPS Sylvie - Le Désert - 61100 La Chapelle au Moine

Ci-après dénommé, « **le Propriétaire / l'exploitant** »

Propriétaire/l'exploitant riverain des parcelles mentionnées ci-dessous :

Section - Parcelle	Commune	Cours d'eau
ZD28	Flers	La Guérinnièrre

Motifs de la convention :

L'arrêté préfectoral déclarant d'Intérêt Général les travaux à réaliser sur le bassin du Noireau a été signé le 31 mai 2017

En application de l'article L215-18 du code de l'environnement, et pendant la durée des travaux, « les propriétaires sont tenus de laisser passer sur leurs terrains les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance, les entrepreneurs et ouvriers, ainsi que les engins mécaniques nécessaires à la réalisation des travaux [...] » .

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette servitude légale, et préciser ses modalités d'application, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements de chacune des parties cosignataires dans le cadre de l'opération de restauration des cours d'eau du Noireau et ses affluents principaux, entreprise par le maître d'ouvrage.

Elle a pour but d'autoriser le maître d'ouvrage à entreprendre des travaux de restauration et d'entretien du lit et des berges, en intervenant sur la végétation rivulaire et les embâcles, en aménageant des clôtures, des abreuvoirs et des passages carrossables le long des cours d'eau afin de limiter l'impact du bétail sur les parcelles référencées ci-dessus.

Le propriétaire et l'exploitant autorise(nt) en conséquence :

- le libre passage sur les parcelles du prestataire chargé de réaliser les travaux,
- le libre passage occasionnel du technicien de rivière de la collectivité maître d'ouvrage, chargé de coordonner et de vérifier la bonne exécution des travaux sur le terrain,
- les visites de la parcelle à condition qu'elles soient encadrées par un membre du personnel du maître d'ouvrage ou de la Fédération de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique et/ou un animateur de la CATER.

Article 2 : Nature des travaux réalisables

Les travaux de restauration et d'entretien de cours d'eau ont pour but de protéger la ressource en eau et de permettre le libre écoulement de l'eau.

Les travaux qui pourront être réalisés sont les suivants :

- Débroussaillage si nécessaire,
- Coupe sélective du bois des berges,
- Abattage de certains arbres morts ou risquant de basculer dans le lit du cours d'eau,
- Enlèvement de certains embâcles et des déchets dans le lit du cours d'eau,
- Pose de clôtures dans certains pâturages jouxtant le cours d'eau,
- Aménagement de points d'abreuvements pour les animaux,
- Plantations en berge,
- Aménagement ou remplacement d'ouvrages transversaux,

Les travaux à réaliser ont été déterminés en concertation entre le propriétaire, l'exploitant et le maître d'ouvrage, représenté par le technicien de rivière. Ces travaux font l'objet d'un descriptif annexé à la présente convention, dont un exemplaire est remis à chacune des parties. Le propriétaire et/ou l'exploitant ne pourra donc pas remettre en cause la nature des travaux prévus.

Article 3 : Réalisation et garantie des travaux

Les travaux seront réalisés partiellement ou en totalité par un prestataire compétent dans ce domaine, choisi par le maître d'ouvrage. Le propriétaire ne peut remettre en cause le choix du (des) titulaire(s) de la commande publique effectué par le maître d'ouvrage.

Ils seront exécutés conformément au descriptif annexé à la présente convention, et réalisés de manière à ne pas nuire aux exploitations.

Le propriétaire et l'exploitant seront avertis en temps opportun du début des travaux.

Les travaux seront réalisés de manière à ne pas nuire à l'exploitation.

Article 4 : Traitement des produits de coupe

Les débris végétaux du débroussaillage, de l'élagage ou de l'abattage ne présentant aucune valeur marchande seront broyés ou brûlés sur le site ou réutilisés pour consolider les berges par le/les prestataire(s). Les fûts des arbres présentant une valeur marchande seront disposés en retrait de la berge en un seul morceau.

Le reste du bois ayant une valeur énergétique entreposé en tas le long de la rivière par le prestataire.

Ces produits sont la propriété des riverains, il est cependant possible de le céder gracieusement à la collectivité qui réalise les travaux.

- ☐ le propriétaire
- ☐ l'exploitant
- ☒ le propriétaire et l'exploitant

Choisi de

☐ **proposer gracieusement le bois à la collectivité maître d'ouvrage des travaux pour qu'elle le valorise. Si la collectivité ne souhaite pas le valoriser, l'entreprise se chargera d'enlever le bois ou de le stocker dans un endroit où il formera un habitat propice à la biodiversité.**

- ☒ **garder le bois pour lui et s'engage(nt) à enlever ce bois dans un délai maximum de 2 mois et avant une montée des eaux prévisible pour éviter que le bois ne retourne à la rivière. Dans le cas contraire, la responsabilité du maître d'ouvrage ne saurait être engagée.**

Article 5 : Financement des travaux

Flers Agglo procédera au règlement des travaux, avec la participation financière de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, du Conseil Régional de Normandie et l'Europe.

Aucune participation financière ne sera demandée aux propriétaires / exploitants des parcelles concernées par les travaux.

Article 6 : Maintien en bon état des aménagements

L'objectif majeur étant d'empêcher l'accès direct du bétail au cours d'eau, le propriétaire et/ou exploitant s'engage(nt) à maintenir les aménagements réalisés sur les parcelles concernées en bon état de fonctionnement. Ils en assurent l'entretien, notamment :

- le maintien de la fonctionnalité des abreuvoirs, en particulier par l'enlèvement des « laisses de crues » et sédiments,
- la maintenance en bon état des clôtures (tension, agrafage des fils,...), en particulier par l'éparage ou la fauche régulière des abords des fils électrifiés contre les courts-circuits,
- l'entretien éventuel de la ripisylve côté parcelle, en maintenant la végétation des berges dans l'état résultant des travaux effectués.

Article 7 : Droit de propriété

Les travaux réalisés par la collectivité n'entraînent aucune restriction du droit de propriété pour l'avenir.

Les aménagements sont affiliés à la parcelle et doivent rester en place.

En cas de changement de propriétaire ou d'exploitant, les signataires avertiront le maître d'ouvrage et les nouveaux repreneurs afin de recontractualiser une nouvelle convention.

Article 8 : Modification éventuelle de la convention

La présente convention peut, par accord des trois parties, faire l'objet de modifications sous la forme d'avenants, notamment pour permettre la modification des aménagements.

Article 9 : Juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être portée devant le tribunal administratif de Caen.

Article 10 : Durée de la convention

Cette convention est acceptée pour une période de 5 ans, à compter de la date mentionnée ci-dessous. Elle pourra être renouvelée de façon expresse par période successives de 3 ans. Pendant une durée de 5 ans minimum, l'exploitant s'engage à maintenir le pâturage dans les parcelles.

Article 11 : Partage du droit de pêche

Selon l'article L.435-5 du code de l'environnement, lorsque l'entretien d'un cours d'eau non domanial est financé majoritairement par des fonds publics, le droit de pêche du propriétaire riverain est exercé gratuitement pour une durée de 5 ans, par l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique (AAPPMA) pour cette section du cours d'eau ou, à défaut, par la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique.

Le partage du droit de pêche avec l'AAPPMA (ou la fédération évoquée précédemment) ne s'applique pas sur les cours attenantes aux habitations, les jardins et les propriétés closes où le propriétaire conserve l'intégralité de son droit pêche.

Pendant la période d'exercice gratuite du droit de pêche, le propriétaire conserve le droit d'exercer la pêche pour lui-même, son conjoint, ses ascendants et ses descendants.

L'exercice gratuit du droit de pêche entraîne l'obligation par l'AAPPMA, bénéficiaire de participer à la protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques et de gérer les ressources piscicoles.

L'AAPPMA bénéficiaire est également tenue de réparer les dommages subis par le propriétaire riverain ou ses ayants droits à l'occasion de l'exercice de ce droit.

Article 12 : Règles d'indemnisation

En contrepartie de l'autorisation de l'exploitant visant l'accès, l'occupation temporaire et leurs impacts, ce dernier percevra à titre indemnitaire global et définitif, selon le barème de la Chambre d'agriculture de Normandie :

- une indemnité pour perte de récolte sur les surfaces affectées par le chantier, à l'issue des opérations préalables de réception des travaux ;
- une indemnité de « remise en état des sols, reconstitution de fumures et déficit sur les récoltes suivantes », pour l'ensemble des surfaces impactées, suivant le barème utilisé pour la déstructuration des sols par les engins de chantier.

Le montant des indemnisations sera versé en une seule fois à l'issue de l'état des lieux contradictoire de fin de chantier annuel sur la base des emprises définitives utilisées.

Contact technicien rivières :

Olivier HOUDAYER

41 rue de la Boule

61 100 Flers

Tél : 02 33 98 44 30

Port : 06 07 54 83 99

Les travaux de restauration de cours d'eau sont subventionnés par l'Agence de l'eau Seine-Normandie, la Région Normandie et l'Europe



**Cofinancé par
l'Union européenne**

LISTE DES TRAVAUX A REALISER

Désignation	Unité	Quantité
Traitement sélectif de la végétation et plantation en berge		
Gestion de la végétation	ml	
Enlèvement d'embâcle naturel	u	
Coupe d'arbres (peupliers)	u	
Traitement des espèces végétales invasives	ml	
Plantation	ml	
Aménagements		
Pompe de prairie	u	
Pompe de prairie vache allaitante	u	
Bac à eau plastic ou acier avec ou sans robinetterie	u	2
Tranchées	ml	550
Canalisation	ml	200
Abreuvoir gravitaire plastic ou acier	u	
Abreuvoir classique aux cours d'eau	u	
Modification abreuvoir classique existant	u	1
Rechargement d'ouvrage transversal en cailloux	m ³	240
Aménagement ou suppression d'ouvrage (buse, seuil, passerelle)	u	2
Passage à gué classique ou simplifié	u	
Passerelle bois		2
Passage PEHD 3 ou 4 mètres diamètre 800, 1 200 ou 1 400	u	
Passage Engin (arche béton)	u	1
Clôtures classique à 1 rang de ronces	ml	
Clôtures électriques Diam 1,8 ou 2,5 à 1 rang	ml	1100
Défecteurs	u	
Passages pêcheur	u	1
Passage pour accéder au chantier	u	1

Fait à **Flers**, le

<p>Lu et approuvé,</p> <p>Le maître d'ouvrage, Le Président de Flers Agglo</p> <p>Yves GOASDOUE</p>

<p>Lu et approuvé,</p> <p>L'exploitante</p> <p>Sylvie LECORPS</p>
